

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE

Saint-Auban
04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Référence : SPR/1208/2024

Code AIOT : 0006410873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée a été réalisée conjointement avec l'inspection du travail. Elle fait suite notamment à l'accident du 25 janvier 2024, avec l'objectif de contrôler les mesures de maîtrise du risque accidentel mises en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée

dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et murs, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formations des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Autorisations de travail / mises au travail	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Demande d'action corrective	30 jours
4	Compositions des équipes intervenantes	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Port des EPI	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Actions correctives suite accident	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste sous-traitants	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de contrôler de manière inopinée le respect des règles de sécurité imposées par l'exploitant à ses sous-traitants. Les résultats de ce contrôle sont inégaux : si pour certains sous-traitants les règles sont respectées, il a également été constaté de graves manquements pour d'autres. A ce titre, il est proposé un arrêté de mise en demeure visant à la réalisation d'un audit de sécurité, afin d'engager de nouvelles actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste sous-traitants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble

d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)
b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

L'inspection inopinée s'est déroulée sur l'unité "fabrication".

Dans la salle de contrôle, 4 entreprises sous-traitantes sont recensées avec du personnel en cours de travail sur l'unité. Il s'agit des entreprises suivantes :

- SODI,
- SNEF,
- Clemessy,
- SAIT.

L'exploitant a transmis les documents justifiant la certification MASE de ces entreprises, cette certification étant une exigence de l'exploitant.

Des plans de prévention ont été formalisés pour les 4 entreprises : il s'agit de plans annuels comprenant :

- les prescriptions générales pour les entreprises extérieures (PGEE), avec les risques liés à l'établissement Kem One,
- les prescriptions de sécurité des entreprises (PSE) qui sont axées sur les risques liés à l'activité de l'entreprise sous-traitante.

Enfin, l'exploitant a justifié que ces entreprises sont bien autorisées à travailler sur le site : il dispose pour cela d'un tableur partagé avec le poste de garde, au sein duquel les 4 sociétés figurent bien.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formations des intervenants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

L'exploitant a défini des règles pour l'accueil des intervenants sur site. Ces derniers doivent avoir suivi les formations ATEX 0, GIES 1 ainsi que l'accueil sécurité de la plateforme. Les entreprises sous-traitantes doivent également présenter le plan de prévention aux personnels intervenant sur site. Dans le cadre de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les documents justifiant le suivi de ces formations pour les personnes travaillant sur l'unité le jour de l'inspection.

Il est ainsi constaté qu'une personne travaillant pour la société SNEF (intérimaire) n'a pas suivi la formation ATEX0.

Compte tenu des conséquences potentielles sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, de nouveaux manquements sur ces éléments pourraient constituer un délit et faire l'objet d'une procédure pénale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Autorisations de travail / mises au travail

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une organisation pour l'intervention des entreprises sous-traitantes reposant notamment sur les autorisations de travail. Ces documents comprennent une description de l'intervention, les matériels utilisés, les risques en lien avec l'intervention et les installations, les mesures de prévention et de protection. L'analyse des risques est réalisée conjointement avec l'exploitant et un opérateur de l'entreprise sous-traitante disposant a minima d'une formation GIES niveau 2.</p> <p>Lors de l'inspection inopinée, les autorisations de travail ont été contrôlées pour les travaux réalisés par les entreprises SODI, SNEF et Clemessy. Concernant les travaux des entreprises SODI et SNEF, les documents ont bien été renseignés et signés. Pour l'ensemble des autorisations, il a été constaté que les signataires disposaient bien de la formation GIES 2.</p> <p>Concernant l'autorisation de travail relative à l'intervention de la société Clemessy, le document contrôlé ne comprend pas la signature de l'opérateur Clemessy. L'exploitant justifie cette absence de signature par le fait qu'il ne s'agit que d'une préparation de chantier (effectivement notée sur l'autorisation de travail). L'exploitant transmet dans un second temps, l'autorisation signée par l'opérateur Clemessy. L'opérateur Clemessy signataire dispose bien de la formation GIES 2.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a également exigé pour les entreprises qui interviennent sur des risques spécifiques une "mise au travail". Cette opération se déroule avant le début de l'intervention et vise à imposer un temps d'arrêt pour présenter à l'ensemble des opérateurs les spécificités du chantier, les risques inhérents, les moyens de secours à proximité. Le document doit être signé par le chef de l'équipe intervenante ainsi que par tous les opérateurs.</p> <p>Lors de l'inspection inopinée, la mise au travail n'a pas été présentée par le chef d'équipe de la société SODI (celle-ci a été transmise par mail par l'exploitant quelques jours après l'inspection). Elle n'a pas pu être contrôlée pour les intervenants de la société SNEF, ceux-ci ayant quitté l'unité lors du contrôle sur le terrain. A posteriori, aucun document n'a été transmis pour justifier la bonne</p>

<p>réalisation de la mise au travail par cette équipe.</p> <p>Enfin, pour la société Clemessy, la mise au travail a bien été présentée mais il est constaté qu'un intervenant est manquant dans les signataires, et que seuls les prénoms sont renseignés. Le chef d'équipe de la société Clemessy justifie l'absence de l'intervenant par le fait que le nombre de lignes présents dans le document vierge était insuffisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence de signature de l'opérateur Clemessy dans la première version de l'autorisation de travail contrôlée lors de l'inspection. Si la préparation de chantier ne relève effectivement pas du même type de risques que l'intervention en elle-même, il semble néanmoins que les risques liés aux installations justifient la nécessité de compléter et signer une autorisation de travail.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'engager des actions correctives pour veiller à la bonne réalisation et au bon remplissage des mises au travail par les entreprises sous-traitantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Compositions des équipes intervenantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention impose une composition des équipes intervenantes avec un maximum de 50% d'employés intérimaires ou en CDD. La composition a été vérifiée pour les équipes des entreprises SODI et Clemessy. La règle fixée par le plan de prévention était bien respectée.</p> <p>En revanche, cette règle n'était pas respectée pour l'équipe de la société SNEF. En effet, sur les 2 personnes intervenant, les deux sont employées en tant qu'intérimaires. Compte tenu des conséquences potentielles sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, de nouveaux manquements sur ces éléments pourraient constituer un délit et faire l'objet d'une procédure pénale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'autorisation de travail fixe les mesures de prévention et de protection nécessaires à l'intervention.</p> <p>Seule l'intervention réalisée par la société SODI a pu être contrôlée (les employés de la société SNEF ayant quitté l'unité et les employés de la société Clemessy n'ayant pas encore commencé l'intervention lors du contrôle sur le terrain). L'autorisation de travail mentionne la nécessité de disposer des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • balisage de zone, • balise de détection (explosivité), • détecteur portatif de CVM, • EPI de base, • lunettes étanches, • ARI. <p>Lors du contrôle, il a été constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'un des opérateurs ne porte pas de casque, • l'un des opérateurs ne porte pas de lunettes étanches, • l'un des opérateurs ne porte pas de protection auditive, • les deux opérateurs ne disposent pas de détecteur CVM, • les opérateurs ne disposent pas d'ARI. <p>Concernant le port de l'ARI, il s'agirait d'une erreur au moment du remplissage de l'autorisation de travail.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des graves manquements à l'obligation de respecter les mesures de prévention et de protection par l'entreprise sous-traitante SODI, compte tenu de plus, du contexte actuel avec la survenance d'un accident récent impliquant des sous-traitants non équipés de détecteurs de CVM, il est considéré que les actions correctives engagées par l'exploitant depuis l'accident sont insuffisantes.</p> <p>En conséquence, un arrêté de mise en demeure est proposé. Compte tenu des conséquences potentielles sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, de nouveaux manquements sur ces éléments pourraient constituer un délit et faire l'objet d'une procédure pénale.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Actions correctives suite accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'accident du 25 janvier 2024, l'exploitant a transmis un plan d'actions correctives comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le balisage de l'ensemble des chantiers sur les équipements dits "jumeaux" et/ou avec plusieurs niveaux, avec un délai de mise en place immédiat, • la mise en place de systèmes de consignation pour brides, avec un délai annoncé au mois de juin, • la mise en place d'un système pour différencier visuellement les réacteurs, avec un délai annoncé au mois de juin, • la réalisation d'audits annuels afin de vérifier la bonne intégration des intervenants sur le site et notamment la présentation du plan de prévention avant toute prise de poste, sans délai annoncé, • la mise en place d'un "thermomètre sécurité", depuis le 25 janvier 2024. <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le réacteur de polymérisation sur lequel les interventions étaient prévues était bien balisé. Le système de consignation pour brides était également bien en place. L'exploitant a présenté les rendus effectués dans le cadre du thermomètre sécurité. En revanche, contrairement à ce qui a été annoncé, le système de différenciation visuelle des réacteurs n'est pas en place. Enfin, les audits annuels prévus n'ont pas démarré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'engager les premières actions de différenciation visuelle des réacteurs dans un délai de 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours